



Covid-19

La vaccination des jeunes enfants ne décolle pas

« Il faut qu'on aille beaucoup plus vite », martèle désormais Olivier Véran. La réserve des sociétés pédiatriques et les consignes changeantes des autorités n'ont convaincu que 4 % des parents des 5-11 ans

PAGE 8

PLANÈTE

La vaccination des 5-11 ans ne décolle toujours pas

Au 29 janvier, seulement 4 % des enfants français avaient reçu une première dose de vaccin contre le Covid-19

La vaccination des 5-11 ans peut-elle encore être sauvée en France ? Six semaines après ses débuts officiels, le 21 décembre 2021, la campagne d'immunisation des jeunes enfants semble dans l'impasse. Des parents souvent hésitants, des médecins pas toujours convaincus, des autorités sanitaires longtemps prudentes et un gouvernement, jusqu'à très récemment, discret sur le sujet, le tout dans un contexte de contaminations massives dans les écoles, qui peuvent faire passer la vaccination pour obsolète, ont littéralement nui aux débuts du « programme vaccinal pédiatrique », selon la terminologie officielle.

Le ministre de la santé, Olivier Véran, semble avoir mesuré la nécessité d'agir. Jeudi 3 février, il a visité un centre de vaccination pour enfants à Saint-Nazaire (Loire-At-

lantique). Deux jours auparavant, il animait un webinar à destination de médecins généralistes et des pédiatres de ville afin de tenter de relancer la machine. « *Le bénéfice individuel est tel chez les enfants qu'il faut qu'on aille beaucoup plus vite, beaucoup plus fort, beaucoup plus loin* », plaïdait-il. Mais n'est-ce pas déjà trop tard ?

Selon les données de la direction générale de la santé (DGS), 241 000 enfants âgés de 5 à 11 ans avaient reçu une première dose de vaccin le 29 janvier, soit 4 % de la classe d'âge. Parmi eux, 93 000, soit moins de 2 %, avaient bouclé leur schéma à deux doses. A titre de comparaison, l'Espagne affiche, dans la même catégorie d'âge, un taux de 54 % de première dose, le Danemark, de 47 %, l'Italie, de 32 %, l'Allemagne et la Belgique, de 18 %, l'Autriche, de 12 %. De l'autre côté de l'Atlantique, les experts américains se désespèrent

et tentent de comprendre les raisons de leur médiocrité... 30 %.

Pour expliquer le retard français, certains évoquent une campagne tardive, démarrée une semaine après la plupart de nos voisins, ou les vacances de Noël. Mais depuis, on peine à voir ces derniers jours le moindre signe de rebond. Au contraire, la dernière semaine de janvier, sur les 56 000 injections pédiatriques effectuées, 24 000 seulement étaient des premières doses.

Avant de tenter de trouver un remède, les experts essaient de poser un diagnostic. Trouver la cause. Comme souvent, les parents sont les premiers visés. « *Les enquêtes d'opinion ont montré que 40 % étaient réticents, le chiffre monte à 60 % chez ceux qui ont un enfant dans cette catégorie d'âge* », avance Daniel Floret, vice-président de la commission technique des vaccinations de la Haute Autorité de santé (HAS). Lui-même





tempère son propos en rappelant que ces enquêtes mettaient en avant une hésitation massive envers la vaccination des adultes.

L'épidémiologiste Dominique Costagliola balaie l'argument. « On a tout fait pour que les parents n'y croient pas, assure-t-elle. Les sociétés savantes de pédiatres ont expliqué que les enfants étaient peu infectés, que, quand ils l'étaient, ils ne transmettaient pas le virus et ne faisaient pas de formes graves et que, de toute façon, ils ne mourraient pas. Comment voulez-vous que les parents adhèrent ? Mais regardez les chiffres ! »

Les données récentes invitent effectivement à sérieusement réviser cette position. Dans la double vague provoquée par les variants Delta et Omicron, les jeunes ont été les premiers frappés, mais aussi les moteurs de l'épidémie, particulièrement en France. Vendredi, l'éducation nationale faisait ainsi état de 410 741 cas déclarés parmi les élèves sur sept jours, et de 26 798 cas chez des personnels.

Service minimal

« Plus personne ne peut croire que l'école n'est pas un lieu de contamination des enfants, qui ensuite infectent le reste de la famille », tranche Jean-Daniel Lelièvre, chef du service d'immunologie clinique et maladies infectieuses à l'hôpital Henri-Mondor de Créteil. Plus personne sauf peut-être le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, qui continue de défendre une exception scolaire, et la présidente de la Société française de pédiatrie, Christèle Gras-Le Guen, qui déclarait, le 24 janvier sur Franceinfo : « On savait dès le début, et on le confirme aujourd'hui, que ce virus affecte moins les enfants, les rend moins malades, qu'ils sont probablement moins contagieux, même si on a vu une évolution... »

Des propos contestés par nombre de médecins, y compris des pédiatres. « L'intensité de la circulation virale a tout changé, expli-

que Christophe Delacourt, chef du service de pneumologie pédiatrique à l'hôpital Necker, à Paris. *Le taux d'incidence chez les 6-10 ans est de 6900 pour 100 000 habitants. Ce qui veut dire que chaque semaine, 7 % de cette classe d'âge se contamine, c'est considérable. En proportion, ils font moins de formes graves, mais la loi du nombre fait qu'on a actuellement 110 enfants de moins de 9 ans en réanimation, plus que chez les 10-19 ans, où l'on en compte 47. On n'avait jamais vu ça.* » Au pic de la première vague, ils n'étaient qu'une trentaine en soins intensifs. L'observation des décès imputés au Covid-19 invite au même constat : 30 ont été répertoriés depuis le début de la pandémie, 9 pour le seul mois de janvier.

Pour leur défense, les sociétés savantes pédiatriques avancent un communiqué, publié le 27 décembre 2021, dans lequel six d'entre elles soutenaient l'avis de la HAS, rendu le 20 décembre, autorisant une généralisation de la vaccination des 5-11 ans, au-delà de ceux souffrant de maladies chroniques. Une démarche réservée « aux familles et aux enfants qui le souhaitent (...), proposée et non imposée, sans stigmatisation », insistait le communiqué. « La vérité, c'est qu'ils y mettaient tellement de conditions que leur scepticisme était évident », décrypte Dominique Costagliola.

Ils n'étaient pourtant pas les seuls. L'avis de la Haute Autorité de santé apparaissait lui aussi très mesuré. Là où les experts de la stratégie vaccinale avaient chaudement « recommandé » l'immunisation de toutes les autres catégories de personnes, ils se contentaient, le 20 décembre 2021, d'« autoriser » l'extension de la vaccination pédiatrique. Le service minimal, ont vite traduit les experts. Toutes les instances n'ont pas manifesté une même réserve. Le Comité consultatif national d'éthique a rendu un avis

clairement favorable, bien plus enthousiaste, du reste, que sur la vaccination des adolescents. Il y insistait sur le bénéfice individuel important, tant médical (formes graves et Covid-19 longs) que social (fermetures de classe) attendu pour les enfants eux-mêmes.

Le Conseil d'orientation de la stratégie vaccinale a lui aussi activement soutenu la campagne, dès son premier avis du 6 décembre 2021. Le 13 janvier, il transmettait au gouvernement une note complémentaire dressant un « constat alarmant » sur le retard français, incitant l'exécutif à « renforcer et structurer au plus vite la campagne de communication sur la vaccination pédiatrique ». Enfin, le 25 janvier, les académies de médecine et des sciences recommandaient « de hâter la vaccination des enfants âgés de 5 à 11 ans », en proposant une série de mesures concrètes pour améliorer l'organisation. « Mais, finalement, cette multiplication d'avis crée plus de doutes que de clarté dans la tête des gens », regrette Dominique Costagliola, elle-même membre de l'Académie des sciences.

Un flou que l'on retrouve sur le terrain. Les centres de vaccination ont ainsi dû s'adapter à plusieurs changements des règles de vaccination. Qu'il s'agisse des personnes autorisées à vacciner, de l'organisation préalable de tests rapides afin de voir si les enfants n'avaient pas déjà été infectés, ou encore du régime d'autorisation parentale, les consignes n'ont cessé d'évoluer. La campagne a ainsi commencé en exigeant la présence d'un parent. « J'ai accompagné mon petit-fils à l'hôpital Robert-Debré le premier jour, j'ai été poliment éconduit », explique en souriant le médecin biologiste Yves Buisson, président de la cellule Covid-19 de l'Académie de médecine.

Assouplissements

Puis, le 6 janvier, à la demande du Conseil d'Etat, l'autorisation supplémentaire du second parent est





devenue nécessaire. Enfin, le 22 janvier, retour à un seul parent, après un amendement voté dans le cadre de la loi instaurant le passe vaccinal. « On est habitué à s'adapter, tempère la docteure Jeanne Villeneuve, responsable du centre de vaccination du 10^e arrondissement de Paris et, depuis le 17 décembre 2021, d'un lieu spécifique destiné aux enfants. On préférerait que ça ne change pas mais tout est nouveau dans cette pandémie. »

Les autorités sanitaires viennent, du reste, de procéder à une nouvelle série d'ajustements. Ou, plus exactement, d'assouplissements de règles. L'enfant pourra désormais être accompagné d'un grand-parent ou d'une nounou, à condition de disposer du formulaire d'autorisation signé d'un parent. Surtout, la direction générale de la santé a étendu la liste des personnes autorisées à prescrire et à réaliser la vaccination. En ville, les pharmaciens, infirmiers et sages-femmes peuvent désormais ordonner l'injection, et plus seulement les médecins. Dans les centres, dentistes, sapeurs-pompiers et étudiants de 2^e et 3^e cycles de médecine et pharmacie pourront tenir la seringue. « 675 centres de vaccination proposent la vaccination pédiatrique sur l'ensemble du territoire », insiste la DGS.

Le message se veut clair. Après avoir donné priorité au rappel vaccinal des adultes et à la quête des récalcitrants, l'heure est à la vaccination des enfants. « Les chiffres sur les enfants non vaccinés et infectés par une forme grave du Covid-19 sont parlants et inquiétants », a insisté Olivier Véran sur Twitter, dans la soirée du 2 février. « J'invite tous les Français à vacciner leurs enfants. » Les dernières mesures de simplification annoncées devraient vite produire leur effet, veut-on croire au ministère. Pour preuve, les commandes de doses par les médecins, infirmiers et pharmaciens ont bondi de 120 % la semaine dernière.

Les professionnels de santé sont moins optimistes. « Vacciner en libéral est compliqué », souligne Sydney Sebban, pédiatre à Paris. « Les flacons font dix doses, il faut donc rassembler dix patients. Je l'ai fait un dimanche. Sauf que trois d'entre eux ne sont pas venus, ils avaient attrapé le Covid. Maintenant, j'envoie en centre. » Où l'on observe le même phénomène. « J'ai 15 % à 20 % de pertes à cause des personnes positives ou cas contacts », regrette Olivier Babel, infirmier libéral et responsable du centre de vaccination SuperMAN, installé au Muséum-Aquarium de Nancy. « Et l'on constate un tassement de la demande. Est-ce l'assouplissement des contraintes annoncé, les vacances qui approchent, l'ouverture d'un nouveau centre dans la ville, ou juste qu'on aura bientôt fait le plein des convaincus ? »

Tout le monde s'accorde à le dire : faire repartir la machine va demander un gros travail de persuasion. « Il va falloir revenir sur des messages martelés depuis des semaines, voire des mois », insiste Sydney Sebban. « Convaincre qu'Omicron n'est pas anodin. Que les enfants ne sont pas à l'abri. Que même s'ils ont été infectés, les vacciner, c'est aussi leur fournir une protection de long terme contre un futur variant. » L'OMS a du reste averti que, sauf surprise, l'apparition d'un nouveau mutant désagréable était hautement probable. « Et de toute façon, on prend bien une assurance contre l'incendie en espérant ne jamais s'en servir, non ? », conclut le pédiatre. ■

NATHANIEL HERZBERG

Au pic de la première vague, les moins de 9 ans n'étaient qu'une trentaine en soins intensifs, contre 110 actuellement « On a tout fait pour que les parents n'y croient pas »

DOMINIQUE COSTAGLIOLA
 épidémiologiste





Une infirmière vaccine une fillette, à Bastia (Haute-Corse), le 2 février. PASCAL POCHARD-CASABIANCA/AFP

